Victoire dans la rue, et maintenant ?

mercredi 1er février 2023, par Jacques COTTA

1, 2, 3 millions… La traditionnelle guerre des chiffres a peu d'importance. Dans chaque ville les manifestations du 31 janvier pour le retrait de la réforme des retraites ont battu tous les records, dépassant de loin les pronostics les plus optimistes.

Emmanuel Macron et son premier ministre **Elisabeth Borne** ont annoncé depuis plusieurs jours que "le recul de l'âge de la retraite à 64 ans et l'accélération de la réforme Touraine, c'est à dire l'augmentation du nombre d'années de cotisations nécessaires pour avoir une retraite complète, cela n'était pas négociable".

Macron et Borne obéissent à l'union européenne et au FMI qui poussent ouvertement à l'adoption de cette réforme. De toute évidence, cette réforme est **« ni sociale, ni économique, mais politique »**. Macron met la barre très haut. Du coup, dans les rues de France, **rejet de la réforme va de pair avec Macron démission !** Syndicales, les manifestations sont chargées de fait d'un contenu politique.

Au passage, la gauche qui aux dernières élections présidentielles a appelé à élire Macron au prétexte que son opposante était Marine Le Pen porte une part de responsabilité essentielle dans la situation présente. Pour sa violence politique et physique, Macron n'a rien à envier à personne.

Macron et Borne sont détestés. Ils voudraient jouer les fauteurs de troubles, les provocateurs, les terroristes organisateurs de violence, ils ne feraient pas mieux. Quelle issue laissent-ils en effet aux millions qui descendent dans la rue et qui expriment sans ambiguïté leur refus de voir leur retraite ou celle de leurs enfants attaquée, et leur pension amputée.

Dés lors la seule question qui vaille est la suivante : et maintenant, que faire ?

Traditionnellement les journées d'action succèdent au journées d'action jusqu'à épuisement des troupes. De toute évidence cela ne saurait répondre à la situation. Dans cette éventualité, l'espoir réside dans la détermination de corporations qui comme les cheminots en 1995 casseraient le train-train établi en durcissant le mouvement sur la ligne du blocage.

Traditionnellement aussi, l'amorce de soit-disant négociations sur des points de détail sont censées faire avaler la pilule aux citoyens qui demandent eux le retrait pur et simple de la réforme. Mais une telle stratégie a pour le moment peu de chance de vaincre la mobilisation massive des Français, d'autant qu'une série de raisons viennent renforcer la détermination contre ce gouvernement, l'augmentation des tarifs d'électricité de 15% à compter du 1er février, l'augmentation du prix de l'essence, du gaz-oil, l'inflation, et autres joyeusetés qui rendent la vie impossible.

Les recettes traditionnelles qui permettent au gouvernement de trouver une porte de sortie ont aujourd'hui du plomb dans l'aile. Les manifestants sont déterminés. C'est le retrait qu'ils veulent, pur et simple, et non un aménagement synonyme d'attrape-couillons. Ils ont réalisé l'unité de leurs organisations sur le seul mot d'ordre « non au recul à 64 ans » et y sont attachés. Tous les discours sur une prétendue bataille d'amendements à l'assemblée ne dupent personne.

C'est donc aux organisations syndicales que le défi est posé. Il est de leur ressort de définir la voie, de donner les moyens aux millions de décider.

Macron veut l'épreuve de force, il faut donc définir la façon de relever le gant.

Pour mettre en échec Macron, Borne, l'union européenne et le FMI qui indiquent leur attachement à la

réforme, il n’y a d’autre solution que **le blocage du pays**. C’est cela que les syndicats devraient expliquer clairement, et pour cela, pour décider, des assemblées générales pourraient être organisées partout. La décision de la grève reconductible devrait être prise. Des brigades de soutien à la grève —soutien financier notamment— devraient être mises en place. La population dans son ensemble devrait trouver son champ d’action. Soutien aux grévistes dans les entreprises, soutien public en reprenant par exemple les ronds-points comme les Gilets jaunes ont su le faire…

Macron veut la guerre.
Il peut être défait !

Jacques Cotta
Le 1er février 2023